



PREFET DU RHONE

Arrêté Préfectoral n° DDT SBDA 2015 07 29 05
29 JUL. 2015

Objet : Dérogation aux règles de construction en matière d'accessibilité aux personnes handicapées.

AT n°0692661500062 concernant une demande de dérogation portant sur une salle de remise en forme située 29 Avenue Henri Barbusse à Villeurbanne.

Demandeur : IMAGYM – 29 Avenue Henri Barbusse 69100 VILLEURBANNE

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment son livre premier, article R.111-19-10 relatif au régime des dérogations aux règles d'accessibilité lors de la réalisation de travaux dans un ERP existant,

Vu le décret n° 95-260 du 08 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013/284-0001 du 11 octobre 2013 portant renouvellement de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité modifié par l'arrêté n°DSPC_SIDPC_2015_05_29_02,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013/284-0003 du 11 octobre 2013 portant renouvellement de la sous commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées modifié par l'arrêté n°DSPC_SIDPC_2015_05_29_05,

Vu la demande de dérogation du 3 juin 2015, déposée par M. Fabien JUILLARD, représentant la société IMAGYM, portant sur l'impossibilité de respecter l'arrêté du 08 décembre 2014 en ce qui concerne les conditions d'accès à sa salle de remise en forme et la salle elle-même,

Vu l'avis favorable de la sous commission départementale d'accessibilité du 28 juillet 2015,

CONSIDERANT que :

- l'outil d'aide à la décision de la CCI indique l'impossibilité financière pour M. Fabien JUILLARD de payer les travaux nécessaires à la mise en place d'un élévateur dans les parties communes et la mise en conformité de sa salle,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,

ARRETE

Article 1^{er} : La dérogation concernant l'ensemble des non conformités de la salle de remise en forme de M. Fabien JUILLARD est acceptée.

Article 2 : Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et Monsieur le Maire de la commune de Villeurbanne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Pour le Préfet et par délégation
Le Directeur Départemental des Territoires

L'Adjoint au Chef
du Service Bâtiment Durable Accessibilité

Jean-Marie MORTEMOSQUE

Outre les recours gracieux et hiérarchique qui s'exercent dans le même délai, un recours contentieux peut être introduit auprès du tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.